

INTERVENTION COMMUNISTE



JOURNAL DU PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE DE FRANCE



N° 155 2 €

Prolétaires de tous les pays, Unissez-vous !

Novembre
Décembre 2019

Pour mettre en échec l'offensive de la bourgeoisie monopoliste

Pour le droit à la retraite Grève générale nationale !

Un an après le début du mouvement des Gilets Jaunes, le gouvernement Macron/Philippe, tout en manœuvrant, prétend poursuivre son offensive sauvage contre la classe ouvrière et les masses populaires. C'est ainsi qu'il a adopté une réforme des allocations-chômage qui va frapper durement ceux qui le sont déjà par la perte de leur emploi. Cependant le Président de la République est confronté à la faiblesse de la base sociale d'appui de sa politique. Il a en effet été choisi par les monopoles et l'oligarchie financière pour surmonter la crise politique dans laquelle le pays était plongé, et pour ainsi reconstruire un consensus global favorisant l'adoption des mesures ultra-réactionnaires de son programme. Or de fait, deux ans et demi plus tard, la crise politique s'est aggravée. Cela se traduit par de nouveaux reports de la réforme constitutionnelle, par l'incapacité du Président, quoi qu'il fasse, quoi qu'il dise, à obtenir un certain consensus sur sa politique sociale et écologique. C'est la raison pour laquelle il met bas les masques et révèle son véritable visage (que nous avons dénoncé dès les Élections Présidentielles) avec son interview au torchon d'extrême-droite *Valeurs Actuelles* sur l'immigration et les Français musulmans, propos relayés par des ministres et des députés LREM. S'il a obtenu les félicitations de Robert Ménart et de quelques autres figures marquantes de l'extrême-droite proche du RN, il a par contre accentué les malaises dans sa majorité en focalisant le débat sur les thèmes du Rassemblement National et d'une partie des « Républicains ». Et la crainte lui fait interdire toute manifestation, le 14 novembre, dans une dizaine de villes de la Marne traversées par le cortège présidentiel. Tout ça au nom du respect du droit de manifester d'autant plus évoqué qu'il est systématiquement bafoué depuis l'état d'urgence !

Cette crise politique exprime fondamentalement la lutte des classes et ses contradictions dans le pays.

D'un côté, l'absence de représentation politique de la classe ouvrière et des masses populaires empêche de créer l'alternative permettant de récupérer ce qui a

été perdu au long des trente dernières années, et de passer à la contre-offensive contre la politique de la bourgeoisie en vue de l'affrontement décisif pour la renverser ; car, pour en finir avec la politique de classe sauvage menée, il n'y a pas d'autres moyens que d'en finir avec la domination de classe qui la dicte ! Mais d'un autre côté, le mécontentement s'exprime par une mobilisation nouvelle des travailleurs dans les secteurs concernés et le rejet de la politique gouvernementale (y compris dans le choix du capitalisme vert). Trois secteurs sont particulièrement concernés : la SNCF et la RATP, où les mouvements de grève ont été exceptionnels, ainsi que les mouvements de masse pour le droit de retrait pour raison de sécurité ; EDF (Engie) où, pour la première fois depuis les années soixante-dix, la grève a été massive alors même que la fédération CGT de l'énergie est divisée et dominée par les secteurs réformistes ; le secteur de la santé, comme le démontre la grève depuis huit mois des services d'urgence et les manifestations du 13 novembre pour la défense de l'hôpital public, où l'on a pu observer une très forte participation des médecins. Au point que Macron s'est fendu d'une déclaration assortie de promesses, après deux ans et demi de silence et trois annonces du ministère de la Santé rejetées unanimement par le secteur pour leur insuffisance. Le mouvement se prépare à une nouvelle journée pour le 30 novembre, ce qui témoigne qu'au-delà de ses contradictions, il n'a guère confiance dans les opérations de communication du gouvernement. Et à côté de ces trois secteurs, il faut signaler celui des travailleurs du Trésor et des impôts, confrontés aux suppressions de postes et à la fermeture des centres relevant du ministère des finances ; sans oublier les sapeurs-pompiers, les enseignants, et les milliers d'actions pour l'augmentation des salaires, les conditions de travail et la défense de l'emploi.

C'est dans ce contexte que le gouvernement veut faire avaliser son projet de réformes des retraites par points.

Malgré la multiplication des opérations de communication, ce projet ne fait pas recette, ni chez les travailleurs du régime général, ni, et pour cause, chez ceux qui bénéficient d'un régime spécial. Les

grèves massives évoquées plus haut dans les transports et l'énergie marquaient d'ailleurs le début de la bataille pour la défense des retraites. L'enjeu de cette réforme, et il faut dénoncer ceux qui tentent de le masquer, ce n'est pas un problème de financement pour l'avenir, c'est fondamentalement une mise en cause du droit à la retraite. Car l'effet du système de points (dont la valeur serait fixée par le gouvernement) débouchera sur l'allongement de l'âge de départ pour la plupart. C'est notamment le cas de la Fonction publique, où ce sera la fin de la pension calculée sur les 6 derniers mois de revenus, dans un secteur où la carrière s'engage avec des salaires très bas pour progresser petit à petit avec l'ancienneté : une retraite calculée sur toute la carrière, c'est automatiquement une chute des pensions (calculée entre 400 et 800 € par mois). Le problème se retrouve avec les caisses des régimes spéciaux et l'alignement de l'âge de départ sur le régime général. Mais c'est vrai aussi pour le régime général, où le calcul de la pension ne se fera plus sur les 25 meilleures années mais sur toute la carrière. Et qu'en sera-t-il des années de chômage, partiel ou total ? On comprend le rejet d'un tel projet par près des trois quarts des travailleurs. Le gouvernement et le Président ne s'y trompent pas. Ils manœuvrent une fois de plus pour avancer leur projet à moindre risque. C'est ainsi qu'ils font croire que le projet ne serait pas finalisé mais ouvert à la négociation. Jusqu'au moment où, face aux cheminots et à leur appel à la grève reconductible, Macron déclare qu'il est hors de question de remettre sa réforme en cause !

Cette question des retraites est donc devenue un enjeu politique majeur : stopper l'offensive de la bourgeoisie monopoliste ou aggravation de la politique contre les travailleurs !

C'est pourquoi l'appel à la grève pour le 5 décembre, de la part des cheminots (grève reconductible dans le secteur), de l'énergie, avec le ralliement à cet appel du mouvement syndical, est fondamental, comme est plein de d'espoir le ralliement des Gilets Jaunes aux manifestations. Malheureusement, une fois de plus, les directions confédérales ne sont pas à la hauteur des attentes des travailleurs. Si

elles appellent à la grève, elles se refusent à appeler à une journée de grève générale et à élaborer un plan d'action pour organiser la lutte. Il ne s'agit pas de convergence des luttes (de fait, elles convergent...), mais d'organiser la lutte commune contre la politique de la bourgeoisie et du pouvoir, en unissant les revendications et en luttant pied à pied contre les attaques.

Le renouveau du mouvement syndical de classe est largement insuffisant par rapport aux besoins. Il ne peut se renforcer que dans les luttes menées, mais il nécessite que la classe ouvrière récupère sa conscience de classe et se donne le Parti communiste dont elle a besoin pour mener sa lutte contre la bourgeoisie. L'objectif de notre parti est de participer à cette tâche, raison pour laquelle il fait appel à votre adhésion. C'est d'autant plus important que tout indique que nous sommes à la veille d'un rebondissement de la crise et donc de nouvelles attaques de la bourgeoisie pour réduire à néant les conquêtes sociales obtenues depuis un siècle.

SOMMAIRE

- P. 2 : Luites pour l'emploi / Budget de classe
- P. 3 : Conseils d'administration et gouvernements / Meurtre à la Préfecture / Hommage à Christian / BDS
- P. 4 : Lubrizol / Laïcité
- P. 5 : Libérez G. Abdallah ! / Bilan du 1^{er} Congrès du PCRF / Bolivie : Non au coup d'État !
- P. 6 : Messages des partis frères
- P. 7 : Le Parlement européen réécrit l'histoire !
- P. 8 : Révolte et répression au Chili